



Réformes financières : progrès ou dégénérescence?



Auteur : Hubert Rodarie

La Fondation Robert Schuman publie une analyse d'Hubert Rodarie intitulée "Réformes financières : progrès ou dégénérescence?". Le but de cette étude est de faire un point d'étape sur les réformes engagées après la crise de 2008 dans le domaine financier.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Crise financière : Economie/Finances - Eurogroupe - France - Hongrie - Pologne - Slovaquie - FMI - OCDE **Commission** : Union bancaire - Université - Innovation - Méditerranée - Santé **Parlement** : BCE **Allemagne** : Merkel/TV - Banques **Espagne** : Corruption? **France** : Finlande - Roumanie - Citoyenneté/UE **Grèce** : Télévision **Luxembourg** : Démission **Pologne** : Avenir/UE **Portugal** : Incertitude politique **République tchèque** : Gouvernement **Roumanie** : Corruption **Royaume-Uni** : Justice/UE - Parlement **Serbie** : TPIY **Suisse** : Fiscalité/France **CEDH** : Royaume-Uni **Eurostat** : Afrique/Sud **Eurobaromètre** : Internet **Etudes/Rapports** : Commerce - Corruption - Union bancaire - Dépenses - Démographie **Publications** : Géoéconomie **Culture** : Festival/Salzburg - Festival/Danse - Festival/Athènes - Expo/Giverny - Expo/Munich - Expo/Bilbao

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Crise financière :

Conseil Economie et Finances : semestre européen et entrée de la Lettonie dans l'euro



Les 28 ministres de l'Economie et des Finances ont publié le 9 juillet 2013 des recommandations sur les politiques économiques, budgétaires et sur les politiques pour l'emploi des Etats membres, à l'exception de la Croatie, nouvelle entrante dans l'Union européenne, et des quatre pays bénéficiant déjà de programmes d'ajustement (Chypre, Grèce, Irlande, Portugal). Cet exercice est la conclusion du Semestre européen 2012, qui permet une surveillance mutuelle des politiques macroéconomiques. Les ministres ont par ailleurs confirmé l'entrée de la Lettonie dans la zone euro au 1er janvier 2014. La Lettonie deviendra ainsi le dix-huitième Etat membre de la zone euro, et le taux de change a été fixé à 0,702804 lats pour 1 euro. Enfin, les ministres ont approuvé une augmentation du budget européen de 2013 de 7,3 milliards d'euros pour faire face aux paiements en attente... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Nouvelle tranche d'aide pour la Grèce

Le 8 juillet 2013, les 17 ministres des Finances de la zone euro ont examiné le résultat de la troisième mission d'examen du second plan d'aide à la Grèce et s'en sont déclarés satisfaits. Le gouvernement grec



a en effet mis en oeuvre de nombreuses réformes budgétaires et structurelles. Les ministres de la zone euro ont donc recommandé le versement d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce (4 milliards) dans les prochains mois et l'ont appelée à poursuivre ses efforts... [Lire la suite](#)

La France perd son triple A



Le 12 juillet 2013, la France a perdu son triple A auprès de l'agence de notation financière Fitch Ratings. Elle est rétrogradée à "AA+" avec une perspective stable, pendant les deux années à venir. Fitch s'interroge à court et moyen termes sur l'évolution de la production, du chômage et du déficit de l'Etat, et souligne avoir des divergences avec le gouvernement sur les prévisions de croissance. Elle prévoit une contraction de l'économie française de 0,3% en 2013, puis une croissance de 0,7% en 2014 et de 1,2% en 2015, alors que le gouvernement français s'attend à une croissance de 0,1% en 2013, 1,2% en 2014, et 2% en 2015 et 2016. La France avait déjà perdu son triple A chez les deux autres agences de notation : Moody's, où elle est notée Aa1 assortie d'une perspective négative, et Standard and Poor's, où elle est notée AA+ avec une perspective négative... [Lire la suite](#)

Hongrie : prévisions économiques pour 2013



Le 12 juillet 2013, le gouvernement hongrois a publié les derniers chiffres relatifs à l'économie du pays. Selon le ministre de l'Economie, Mihály Varga, le déficit budgétaire restera en 2013 et 2014 inférieur à 3% du PIB. Par conséquent, la mise en place de nouvelles taxes ne serait pas nécessaire. Concernant la croissance, le gouvernement prévoit 0,7% pour cette année. En outre, pour la période allant de mars à mai, le taux d'emploi s'est amélioré. Le nombre de personnes de 15 à 74 ans exerçant une activité professionnelle a atteint 3 910 000, soit 62 000 personnes de plus qu'une année auparavant à la même période. En revanche, selon les publications de l'Institut central des statistiques (KSH) des 11 et 12 juillet, la production industrielle brute a reculé de 2,1% au cours du mois de mai 2013 par rapport à mai 2012 et le prix à la consommation a augmenté de 1,9% en juillet par rapport à l'année précédente... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Pologne : baisse de l'inflation et de la croissance



Le 8 juillet 2013, la banque centrale polonaise (NBP) a publié son rapport d'inflation mensuel. Selon ces prévisions, l'inflation devrait diminuer considérablement en 2013 (à 0,8%) par rapport à 2012, et devrait être suivie d'une légère augmentation au cours des années suivantes (1,2% en 2014, 1,5% en 2015). Le rapport note par ailleurs une diminution du PIB (Produit intérieur brut) qui a baissé pour s'établir à 0,5% au premier trimestre 2013, contre 2% en 2012 (estimations préliminaires). Pour l'année 2013, la banque prévoit un PIB de 1,1% ce qui correspond à 0,2% de moins que prévu initialement. Au vu de l'amélioration de la situation à l'extérieur de la Pologne et de l'afflux des Fonds européens dans le cadre du budget européen 2014-2020 récemment adopté, la banque s'attend à une augmentation du PIB au cours des prochaines années (2014 : 2,4% ; 2015 : 3%)... [Lire la suite](#)

Slovénie : révision du budget 2013



Le Parlement slovène a voté le 11 juillet 2013 une révision du budget 2013, creusant le déficit budgétaire à 4,4% du Produit intérieur brut (PIB), en raison de l'aggravation de la crise et des besoins de financement du système bancaire, fortement endetté et détenu par l'Etat. Le précédent budget voté sous le gouvernement Jansa tablait sur un déficit budgétaire de 2,8%. Avec cette révision du budget, les dépenses publiques en 2013 s'élèveront à 9,6 milliards d'euros et les recettes attendront 8,1 milliards d'euros... [Lire la suite](#)

Le FMI donne sa feuille de route à la zone euro

Le 8 juillet 2013, le Fonds monétaire international (FMI) a donné à la zone euro sa feuille de route pour "relancer la croissance et l'emploi". Si le FMI a reconnu les progrès accomplis depuis un an, quand la survie même de l'euro était en jeu, "les forces centrifuges au sein de la



zone euro restent sérieuses et pèsent sur la croissance". Il a notamment souligné le poids de l'ajustement budgétaire et les niveaux record du chômage qui menacent le "potentiel de croissance à long terme". "Dans ce contexte, relancer la croissance et l'emploi est impératif", a affirmé le FMI, plaidant pour des actions sur quatre fronts dans la zone euro : restaurer le bilan des banques pour relancer le crédit, progresser vers une union bancaire complète, apporter un soutien suffisant à l'économie à court terme, mettre en oeuvre des réformes structurelles pour tirer la croissance... [Lire la suite](#)

L'OCDE perçoit une amélioration de la conjoncture dans la zone euro



La plupart des grandes économies mondiales devrait connaître une légère amélioration de leur situation économique, tandis que certains grands pays émergents se stabiliseraient ou ralentiraient, selon les indicateurs avancés mensuels de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiés le 8 juillet 2013. Ces indicateurs, conçus pour anticiper les points de retournement de l'activité par rapport à sa tendance, continuent de montrer pour la zone euro une inflexion positive de la croissance. L'indicateur pour la France signale une stabilisation, la croissance prend de l'élan en Italie et s'approche de son rythme tendanciel en Allemagne. Selon ces indicateurs, dans l'ensemble de la zone OCDE, qui regroupe les pays les plus riches de la planète, la croissance semble également prendre un certain élan... [Lire la suite](#)

Commission :

Vers un mécanisme de résolution unique dans la perspective de l'Union bancaire



Le 10 juillet 2013, le Commissaire européen au marché intérieur et aux services Michel Barnier a présenté les propositions de la Commission européenne pour l'instauration d'un mécanisme de résolution unique en vue de la réalisation de l'union bancaire. Ce système "[permettra] de prendre des décisions rapidement et efficacement, sans qu'il y ait de doutes quant à l'impact sur les finances publiques". Le projet prévoit notamment un Conseil de résolution unique, composé de représentants de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et des Etats membres concernés, doté de larges pouvoirs, ainsi qu'un Fonds de résolution unique, financé par les acteurs bancaires... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'enseignement supérieur européen dans le monde



Le 11 juillet 2013, la Commission européenne a présenté une communication sur la situation du système universitaire européen dans le monde. Elle insiste sur la nécessité de mieux former à l'international les 19 millions d'étudiants répartis dans les 4 000 universités européennes, parmi lesquels 85% ne sont pas mobiles. Le nouveau programme "Erasmus +" permettra d'allouer 400 millions d'euros par an à des programmes internationaux d'échange... [Lire la suite](#)

Plus de 22 milliards d'euros pour la recherche et le développement



Le 10 juillet 2013, la Commission européenne a annoncé que l'Union européenne et des entreprises allaient investir plus de 22 milliards d'euros dans la recherche et le développement, dont plus de 17 milliards pour cinq domaines prioritaires, au cours des sept prochaines années. Ces projets, dénommés "Initiatives technologiques conjointes", concernent les médicaments innovants, les piles à combustion et à hydrogène, les bio-industries, l'aéronautique moins polluant et les composants et systèmes électroniques. Il s'agit de partenariats public-privé ouverts aux Etats membres et à un grand nombre d'entreprises et de centres de recherche... [Lire la suite](#)

Croissance bleue pour la Méditerranée



Le 11 juillet 2013, la Commission européenne a présenté une étude appelant au développement des zones maritimes, et notamment des zones économiques exclusives, pour permettre le développement de la région méditerranéenne. Maria Damanaki, Commissaire européenne en charge des affaires maritimes, estime en effet que "la Méditerranée recèle d'énormes

possibilités inexploitées". Une politique d'aménagement du territoire plus efficace permettrait d'attirer plus d'investissements et soutiendrait donc les différentes activités locales en leur permettant de se moderniser. L'énergie, l'aquaculture, le tourisme, les ressources minérales et les biotechnologies sont des secteurs particulièrement porteurs qui pourraient soutenir la reprise économique... [Lire la suite](#)

Succès de la Carte européenne d'assurance maladie



La Commission européenne a annoncé le 11 juillet 2013 que 15 millions de personnes supplémentaires avaient obtenu une Carte européenne d'assurance maladie en 2012, portant leur nombre à 190 millions au total. La Carte européenne d'assurance maladie permet de faire face aux frais médicaux urgents dans l'ensemble des 28 Etats membres de l'Union européenne ainsi qu'en Islande, au Liechtenstein, en Norvège et en Suisse. L'application pour les téléphones et les tablettes permet par ailleurs d'accéder rapidement à tout un ensemble de service, comme les coordonnées des services médicaux les plus proches par exemple... [Lire la suite](#)

Parlement :

Mario Draghi devant le Parlement européen



Le 8 juillet 2013, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, a présenté devant les députés de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen ses priorités économiques. Après avoir présenté les mesures prises par la BCE, notamment le maintien des taux à un niveau historiquement bas et les prêts au secteur bancaire, il a souligné les difficultés liées à la fragmentation financière au sein de l'Union européenne et les difficultés qui en résultent pour les petites et moyennes entreprises dans leur accès aux financements. Enfin, il a insisté sur la nécessaire union bancaire, dans laquelle la BCE sera amenée à jouer un rôle essentiel... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Intervention d'Angela Merkel sur la chaîne allemande ARD



Lors d'un entretien sur la chaîne de télévision allemande ARD le 14 juillet 2013, la chancelière allemande Angela Merkel s'est prononcée en faveur de règlements plus sévères sur la protection des données personnelles au niveau européen et international. "Notre droit sur la protection des données est bon. Mais si Facebook est enregistré en Irlande, alors le droit irlandais s'applique et de ce fait nous souhaitons un droit européen harmonisé", a-t-elle déclaré. Elle a ajouté que la population s'inquiétait de l'utilisation des données en dehors de l'Allemagne, qu'elle attendait "un engagement ferme de la part du gouvernement américain et que celui-ci respecte à l'avenir le droit allemand"... [Lire la suite](#)

W. Schäuble qualifie l'union bancaire de projet "aux pieds d'argile"



Dans un entretien au quotidien allemand "Bild" publié le 12 juillet 2013, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a qualifié la proposition d'union bancaire présentée le 10 juillet 2013 par la Commission européenne de projet "aux pieds d'argile". "Si une banque doit être fermée, c'est une décision qui a de très vastes répercussions, et qui ne peut pas être prise par Bruxelles seulement. (...) Nous ne voulons pas [d'une situation où] Bruxelles décide et les pays payent. La responsabilité et la décision doivent aller de pair. Nous en sommes redevables devant les citoyens et le Parlement", a expliqué W. Schäuble... [Lire la suite](#)

Espagne :

Nouvelles accusations contre Mariano Rajoy



Le 9 juillet 2013, le quotidien espagnol "El Mundo" a publié, sans préciser l'origine de l'information, un document manuscrit, selon lequel le Président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, aurait reçu des compléments de salaires illégaux pendant au moins trois ans (de 1997 à 1999, alors qu'il était ministre au sein du gouvernement de M. Aznar). Ce document est attribué à Luis Barcenas, ancien trésorier du Parti populaire (PP), actuellement emprisonné pour une affaire de corruption. Le scandale de corruption secouant le parti au pouvoir en Espagne a connu un nouveau rebondissement le 14 juillet 2013 avec la publication de conversations SMS entre le

chef du gouvernement Mariano Rajoy et l'ex-trésorier. Selon le journal "El País", celles-ci établiraient une "connivence" entre les deux hommes et prouveraient qu'ils auraient entretenu des relations jusqu'en mars 2013, contrairement à ce qu'avait affirmé Mariano Rajoy jusqu'à présent... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

[Le président finlandais en visite officielle en France](#)



Du 9 au 11 juillet 2013, le président finlandais, Sauli Niinistö s'est rendu en France pour une visite officielle au Palais de l'Élysée. Au cours de sa rencontre avec le président français François Hollande, le 10 juillet 2013, ils ont notamment discuté de leurs relations bilatérales, de la situation financière en Europe mais également de la situation en Syrie et en Egypte. Lors d'une conférence de presse commune le président français a notamment insisté sur la conception commune des deux responsables politiques quant aux affaires internationales. En outre, l'emploi des jeunes et l'Europe de la Défense ont été abordés. Concernant l'Europe de la Défense, M. Hollande a annoncé que les deux hommes politiques "fer[ai]ent] des propositions lors de la réunion du Conseil européen sur cette question qui se tiendra en fin d'année"... [Lire la suite](#)

[Visite de Jean-Marc Ayrault en Roumanie](#)



Les 11 et 12 juillet 2013, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault a effectué une visite officielle en Roumanie. Il a rencontré le président roumain Traian Basescu et le Premier ministre Victor Ponta. Les responsables politiques ont souligné qu'il revenait en premier lieu à la Roumanie de mieux intégrer ses citoyens roms tout en bénéficiant du soutien de la France et de l'Europe. Concernant l'adhésion de Bucarest à l'espace Schengen, M. Ayrault a rappelé le soutien de la France mais déclaré que cette adhésion devait être réalisée en deux étapes, la première consistant en une ouverture des frontières aériennes. Il a ajouté que celle-ci devrait se faire en renforçant davantage toutes les mesures de sécurité et d'intégrité de cet espace "car nous avons un combat commun à mener contre la corruption et la criminalité sous toutes ses formes". Enfin, plusieurs accords bilatéraux ont été signés le 11 juillet 2013 dont un portant sur la construction d'un laser géant près de Bucarest... [Lire la suite](#)

[Découvrez votre profil européen !](#)



A l'occasion de l'année de la citoyenneté européenne, l'Assemblée nationale vous propose de découvrir votre profil européen. Répondez à 12 questions pour mieux connaître l'Européen(ne) que vous êtes. En bonus, nos 12 étoiles pour apprendre et briller sur l'Europe ! Jouez et partagez le Quotient européen !.. [Lire la suite](#)

Grèce :

[Reprise des programmes de la télévision publique grecque](#)



Le 10 juillet 2013, le ministre grec de l'audiovisuel, Pantelis Kapsis, a annoncé que "les programmes de la télévision publique reprendraient "dans les heures à venir". La fermeture sans préavis de l'organisme de radiotélévision publique ERT en juin dernier, pour des raisons budgétaires, avait entraîné la suppression de 2 600 emplois publics. Le gouvernement grec prévoit une période intermédiaire d'environ deux mois avec des programmes temporaires (films, documentaires, etc.) avant de faire appel aux journalistes de l'ancienne ERT... [Lire la suite](#)

Luxembourg :

[Jean-Claude Juncker démissionne - nouvelles élections législatives au Luxembourg](#)



Le 11 juillet 2013, suite au long débat de la veille sur le scandale lié au service de renseignement luxembourgeois SREL impliquant la responsabilité du Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, celui-ci, contraint à la démission, s'est rendu chez le Grand-Duc Henri pour lui demander de dissoudre la chambre des députés et de convoquer des élections anticipées. Ainsi, des élections anticipées pourraient avoir lieu le 20 octobre 2013, sept mois avant l'échéance normale de mai 2014. Le Premier ministre sortant a été confirmé par son parti (CVS) lors d'un congrès extraordinaire pour être candidat à sa propre succession. Le parlement devrait rester en fonction

Pologne :

Un nouveau récit pour l'Europe à Varsovie



Le 11 juillet 2013, le président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso, et le Premier ministre polonais, Donald Tusk, ont ouvert l'Assemblée générale de l'initiative "Un nouveau récit pour l'Europe", réunissant quelques 250 personnalités du monde culturel, intellectuel et scientifique. Le projet a été lancé à Bruxelles le 23 avril 2013 et sera mis en oeuvre dans le cadre de trois réunions en Pologne, en France et en Allemagne. L'idée est de mobiliser les intellectuels, artistes et scientifiques européens en les invitant à participer à un débat public sur le long terme. "Nous avons besoin de donner un nouveau souffle à l'esprit européen et de créer un véritable espace public européen", a souligné M. Barroso lors de l'ouverture de l'événement à Varsovie qui porte sur "Les formes d'imagination et de pensée pour l'Europe"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Portugal :

Discours à la nation du président portugais



Dans une déclaration à la nation, le président portugais Anibal Cavaco Silva a assuré le 10 juillet 2013 que la coalition de centre-droit, au pouvoir depuis juin 2011, était en mesure d'exercer "la plénitude de ses fonctions", mais il a appelé à la construction d'un gouvernement "de salut national" soutenu par l'opposition socialiste. Concernant des élections anticipées, le président a émis la possibilité d'élections à partir de juin 2014. Cependant, cette proposition a été rejetée car cela risquerait de retarder l'adoption du budget du gouvernement portugais pour 2014 et de contraindre le Portugal à solliciter un second plan de sauvetage. Suite à cette crise politique, le gouvernement portugais a demandé le 11 juillet 2013 un report de l'évaluation de la "troïka" (Commission européenne-BCE-FMI) à fin août ou début septembre, ainsi que la mise en oeuvre simultanée des 8ème et 9ème évaluations pour que le programme d'aide puisse être terminé dans le délai prévu... [Lire la suite](#)

République tchèque :

Nomination du nouveau gouvernement tchèque



Le nouveau "gouvernement d'experts" tchèque dirigé par l'économiste Jiri Rusnok a été nommé le 10 juillet 2013 par le président Milos Zeman. Le gouvernement de M. Rusnok remplacera celui de Petr Necas, Premier ministre démissionnaire après un scandale de corruption et d'abus de pouvoir. Le gouvernement d'experts, composé de quinze membres, sans étiquette officielle, n'a cependant que peu de chances d'être entériné par le parlement. En effet, la coalition sortante, qui souhaite voir reconduire le gouvernement démissionnaire jusqu'aux élections, bénéficie de 101 voix sur 200 à la chambre basse. M. Zeman pourrait cependant décider de laisser en place le nouveau gouvernement, la Constitution tchèque ne stipulant aucun délai pour une deuxième tentative de formation de gouvernement dans le cas où la première échouerait. Le parlement a 30 jours pour se prononcer sur ce nouveau gouvernement... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Le ministre roumain des Transports condamné à cinq ans de prison



Le ministre roumain des Transports Relu Fenechiu a été condamné le 12 juillet 2013 à cinq ans de prison ferme dans une affaire de corruption. M. Fenechiu a démissionné de son poste de ministre mais reste parlementaire. La fonction du ministre des Transports va être exercée par le Premier ministre Victor Ponta, qui sera ministre par intérim. La Commission européenne, qui surveille les évolutions de l'Etat de droit en Roumanie, avait critiqué, dans son dernier rapport sur la justice, la présence des ministres renvoyés en justice ou sous enquête pénale au sein du gouvernement. Par ailleurs, c'est la première fois que la justice roumaine condamne à la prison un ministre en fonction... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Londres se retire des dispositifs judiciaires de l'UE mais garde le mandat d'arrêt

Le 9 juillet 2013, le gouvernement du Royaume-Uni a confirmé au



parlement britannique son intention de se désengager des 133 dispositions européennes relatives à la justice et la police. Cependant, le gouvernement prévoit de réintégrer 35 de ces dispositifs, dont le mandat d'arrêt européen ainsi que les dispositifs concernant la participation à Europol, l'office de coopération policière de l'Union européenne. Selon le Traité de Lisbonne, le Royaume-Uni a jusqu'au 1er juin 2014 pour présenter sa décision de se retirer entièrement des dispositifs de coopération européenne en matière policière et judiciaire pour que ceux-ci cessent d'être applicables à partir du 1er décembre 2014... [Lire la suite](#)

Polémique autour de la hausse des salaires des députés britanniques



La recommandation de l'autorité de régulation parlementaire britannique (Ipsa) d'augmenter, en pleine cure d'austérité, le salaire des députés de 9,3% en deux ans a rencontré une opposition immédiate le 11 juillet 2013, y compris auprès des bénéficiaires de cette augmentation. Le projet de l'Ipsa prévoit que le salaire annuel des députés passe de 66 000 à 74 000 livres (de 76 800 à 85 500 euros) en 2015, ce qui correspond à près de trois fois le revenu médian britannique (26 500 livres). Le plan propose également de réduire plusieurs avantages portant sur les notes de restaurant ou de taxis ainsi que les pots de départ à la retraite trop généreux... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Serbie :

Le TPIY rétablit une charge de génocide contre Karadzic



Le 11 juillet 2013, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a rétabli un chef d'accusation de génocide contre l'ex-chef politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, pour son rôle dans le massacre de musulmans et de Croates de Bosnie en 1992. L'année dernière, il avait été acquitté de cette charge. Cet acquittement ne concernait cependant qu'un seul des onze chefs d'accusation pesant sur Radovan Karadzic. Pour autant, la décision du 11 juillet ne signifie pas que Radovan Karadzic est déclaré coupable puisque son procès est actuellement toujours en cours. Cela signifie que le chef d'accusation dont il est question figure de nouveau sur la liste des charges sur lesquelles les juges devront se prononcer. Cette décision a été prise 18 ans jour pour jour après le massacre de Srebrenica... [Lire la suite](#)

Suisse :

Convention franco-suisse sur les successions contre l'évasion fiscale



Dans le prolongement du Conseil européen du 22 mai 2013 et du G8 du 18 juin 2013, une nouvelle convention fiscale franco-suisse sur les successions a été signée le 11 juillet 2013 par Pierre Moscovici, ministre français de l'Economie et des Finances et par son homologue suisse Eveline Widmer-Schlumpf. Cette convention doit permettre de mettre fin, dès sa ratification, à "l'exil fiscal des personnes disposant d'un gros patrimoine et qui souhaitent organiser leur succession dans des conditions fiscales favorables pour leurs descendants si ceux-ci résident en France", selon le ministère français de l'Economie et des Finances. Les successions seront taxées par le pays où résident les héritiers, et non plus par l'État de domicile du défunt. Concernant le domicile de la personne qui décède, les héritiers seront imposés en France, sous certaines conditions. La convention prévoit également la levée des restrictions liées à la "demande d'information"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

CEDH :

La CEDH condamne le Royaume-Uni pour sa législation sur l'emprisonnement à vie



La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné le 9 juillet 2013 le Royaume-Uni pour sa législation sur l'emprisonnement à vie, estimant que toute condamnation à perpétuité devait être révisable après une certaine période, normalement 25 ans. La Cour était saisie par trois détenus britanniques condamnés à perpétuité, qui estimaient que le caractère incompressible de leur peine constituait un traitement inhumain et dégradant. La Cour leur a donné raison, expliquant que, pour qu'une condamnation à perpétuité soit compatible avec l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme, "il faut qu'il y ait une possibilité de libération et une possibilité de réexamen" du dossier. Or, la législation britannique, modifiée en 2003, prévoit que les détenus condamnés à perpétuité ne bénéficient plus automatiquement, après 25 ans d'emprisonnement, d'un examen de leur cas pouvant mener à une libération

anticipée, sur décision du pouvoir politique. Le gouvernement britannique a expliqué avoir réformé la loi pour qu'une telle décision ne relève plus de l'exécutif... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Excédent du commerce international de biens de l'UE avec l'Afrique du Sud



À l'occasion du sixième sommet UE- Afrique du Sud le 18 juillet 2013, Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, publie des données sur le commerce et les investissements entre l'Afrique du Sud et l'UE. Après le recul du commerce de biens de l'UE avec l'Afrique du Sud en 2009, les exportations se sont fortement redressées pour atteindre un pic de 26,6 milliards d'euros en 2012, tandis que les importations ont progressé à un rythme plus modéré pour atteindre 20,5 milliards en 2012, soit un niveau encore inférieur au pic de 24,6 milliards enregistré en 2008. En conséquence, les échanges de biens de l'UE avec l'Afrique du Sud ont enregistré un excédent de 6,1 milliards en 2012, contre +1,3 milliard en 2010 et +4,4 milliards en 2011... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

45% des internautes européens veulent plus de performances ou plus de vitesse



D'après la dernière étude d'Eurobaromètre, publiée le 8 juillet 2013 et qui s'intéresse à la façon dont les Européens utilisent Internet, la vitesse de connexion apparaît comme une question centrale. En effet, près de la moitié (45%) des ménages européens souhaiteraient passer à une catégorie supérieure d'abonnement Internet ou changer de fournisseur pour bénéficier d'une connexion plus rapide. L'étude a également révélé que plus de la moitié (54%) des ménages limitent leurs appels nationaux et internationaux à partir d'un téléphone portable pour des raisons de coût. Pour Neelie Kroes, Vice-présidente de la Commission européenne, "il est inacceptable que la moitié de la population limite ses appels téléphoniques pour des questions de coût et il est inacceptable que l'absence de marché unique connecté justifie ces restrictions"... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Rapport annuel de l'OMC



L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a publié son rapport annuel, dans lequel elle présente les principales évolutions des négociations commerciales, ainsi que de leur mise en oeuvre et de leur suivi. Le rapport consacre également un chapitre au règlement des différends que lui soumettent les Etats membres en cas de litige commercial, dont le nombre a fortement augmenté. D'importants conflits, comme celui sur les bananes opposant l'Union européenne à plusieurs pays d'Amérique latine, ont pu être résolus. Enfin, le rapport présente l'action de l'Organisation mondiale du commerce en faveur des pays en développement pour aider au développement de leurs capacités commerciales, notamment en leur accordant des délais plus longs... [Lire la suite](#)

Baromètre mondial de la corruption 2013



Selon le Baromètre mondial de la corruption de Transparency International publié le 9 juillet 2013, plus d'une personne sur quatre déclare avoir versé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois. Près de 9 personnes sur 10 affirment cependant vouloir agir contre ce phénomène et deux tiers des personnes ayant reçu une sollicitation de pot-de-vin déclarent l'avoir refusé, ce qui semble indiquer que les Etats, la société civile et le secteur privé doivent intensifier leurs efforts pour inciter les populations à lutter contre la corruption. Le Baromètre fait état d'une crise de confiance vis-à-vis de la classe politique et relaie les doutes des citoyens quant à l'efficacité des institutions judiciaires. Dans 51 pays, les partis politiques sont considérés comme l'institution la plus corrompue (55 % des personnes interrogées estiment que l'action du gouvernement obéit à des intérêts particuliers)... [Lire la suite](#)

"Union bancaire : la position des caisses d'épargne allemandes"

L'institut français des relations internationales (Ifri) publie une étude de Georg Fahrenschon, président de la Fédération allemande des caisses d'épargne (Deutscher Sparkassen - und Giroverband – DSGV) intitulée "Union bancaire : la position des caisses d'épargne



allemandes". L'auteur s'oppose à la création d'une supervision bancaire européenne estimant qu'il faut au préalable modifier les traités. En effet, selon lui confier la supervision à la Banque centrale européenne (BCE) requiert une révision des traités, une stricte séparation des pouvoirs au sein de la BCE et un droit administratif européen spécifique... [Lire la suite](#)

Comment l'UE peut-elle aider ses Etats membres à réduire leurs dépenses ?



La Fondation Bertelsmann a publié une étude sur les moyens qu'a l'Union européenne pour aider les Etats membres à réduire leurs dépenses ("The European added value of EU spending: Can the EU help its Member States to save money?"). D'après les auteurs de cette étude, les Etats membres pourraient économiser environ 1,3 milliard d'euros par an en intégrant leur services de consulat et à peu près 9 milliards d'euros en créant des forces armées communes... [Lire la suite](#)

Le taux de natalité en Europe est en baisse à cause de la crise



D'après une étude de l'Institut pour la démographie Max Planck à Rostock (Allemagne), publiée le 10 juillet 2013, le taux de natalité a baissé dans tous les pays européens touchés par la crise - sauf en France où l'indicateur de fécondité s'est maintenu à 2 enfants par femme. Dans la plupart des pays européens - surtout en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Irlande - la baisse des naissances suit de près la récession et la montée du chômage depuis le début de la crise financière en 2008... [Lire la suite](#)

Publications :

Parution du nouveau numéro de la revue Géoéconomie



Le dernier numéro de la Revue "Géoéconomie" contient un entretien avec le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius sur la place de "la France dans la bataille de la diplomatie économique". Un article de Joseph Nye, le père du concept du Soft Power, s'intéresse à l'équilibre des puissances au XXIème siècle. Ce numéro rassemble des contributions sur l'Afrique, l'Arctique, Mourmansk, la Corée du Sud, mais aussi sur la diplomatie française, la politique du président français François Hollande, la crise de l'État-providence, l'exception culturelle française, ou encore la forêt française... [Lire la suite](#)

Culture :

Salzburger Festspiele 2013



Du 19 juillet au 1er septembre 2013 se déroule le festival d'opéra, de théâtre et de musique classique de Salzbourg. A l'occasion de l'édition 2013 de ce festival, créé en 1920 par Max Reinhardt et Hugo von Hofmannsthal, ce sont les compositeurs Richard Wagner et Giuseppe Verdi mais également la musique nouvelle et contemporaine japonaise qui seront mis à l'honneur... [Lire la suite](#)

Ouverture de la 30ème édition du Festival de danse ImPuls Tanz



Le festival de danse contemporaine ImPuls Tanz se tient à Vienne jusqu'au 11 août 2013. Fondé en 1984 à l'initiative de l'autrichien Karl Regensburger et du chorégraphe-danseur brésilien Ismael Ivo, il est l'un des festivals de danse contemporaine les plus importants. Pendant ces quatre semaines, plus de mille danseurs, chorégraphes et professeurs du monde entier seront présents pour cette 30ème édition. Parmi les danseurs favoris figurent le Sud-Africain William Kentridge, le Belge Wim Vandekeybus et le Britannique Akram Kahn, originaire du Bangladesh... [Lire la suite](#)

Festival d'Athènes

L'édition 2013 du Festival d'Athènes et Epidaure présente de nombreux artistes issus du milieu du théâtre, de la musique, et de la danse. Ce grand événement, qui se tient dans les théâtres d'Hérode Atticus et du Lycabette à Athènes, ainsi qu'au théâtre d'Épidaure se déroule chaque



année, de juin à septembre, depuis 1955. Après s'être concentré sur le théâtre grec et sur les représentations musicales, le festival s'est largement diversifié ces dernières années avec l'introduction du théâtre contemporain, de la musique et de la danse... [Lire la suite](#)

Hiramatsu, le bassin aux nymphéas. Hommage à Monet



Dans le cadre de la seconde édition du festival Normandie Impressionniste consacrée au thème de l'eau, le musée des impressionnistes Giverny présente jusqu'au 31 octobre 2013 une exposition du peintre japonais, Hiramatsu Reiji, intitulée "Hiramatsu, le bassin aux nymphéas. Hommage à Monet". Cette exposition rassemble 30 oeuvres d'Hiramatsu Reiji, présentées pour la première fois en France et est complétée par une large sélection d'estampes japonaises de la collection de Claude Monet et d'oeuvres de ce dernier... [Lire la suite](#)

"Du crépuscule et de la lumière"



La Fondation "Hypo Kulturstiftung" à Munich consacre jusqu'au 6 octobre 2013 une exposition aux peintres nordiques. Cette exposition est intitulée "Du crépuscule et de la lumière" ("Aus Dämmerung und Licht - Meisterwerke nordischer Malerei") et rassemble 125 tableaux de cinq pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) datant de la période 1860-1920... [Lire la suite](#)

De Picasso à Dubuffet : l'Art en guerre s'expose au Musée Guggenheim de Bilbao



Jusqu'au 8 septembre 2013, le musée Guggenheim de Bilbao présente une exposition intitulée "L'Art en guerre. France, 1931-1947 : de Picasso à Dubuffet". Celle-ci montre comment, face à l'occupation nazie et au contexte d'oppression menaçant que vivait la France pendant la Seconde Guerre Mondiale, les artistes de l'époque se rebellèrent contre les consignes officielles en imaginant de nouvelles réponses esthétiques qui transformeraient le devenir de l'art. A cette occasion sont présentées plus de 500 oeuvres, réalisées par une centaine d'artistes parmi lesquels Georges Braque, Jean Dubuffet, Marcel Duchamp, Alberto Giacometti, Vassily Kandinsky, Pablo Picasso ou encore Joseph Steib... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



15 juillet
Conseil Agriculture et Pêche



18 juillet
Pretoria
Sommet UE- Afrique du Sud



19 juillet
Moscou
Rencontre des ministres des Finances des pays du G20



21 juillet
Bruxelles
Le roi des Belges Albert II abdique en faveur de son fils Philippe



22 juillet
Bruxelles
Conseil Affaires étrangères

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Pauline Massis Desmarest, Inga Groth, Pierre Thibaudat ;
Alexandre Brex, Fanny Cohen,
Victor Delage, Bettina Mecklenburg

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}